

Manon Aubry
Tête de liste de la France insoumise pour les élections européennes 2019
43, rue de Dunkerque
75010 Paris

Pax Christi France
5, rue Morère
75014 PARIS

Monsieur le Délégué général, Mesdames et Messieurs les membres de Pax Christi,

C'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de votre manifeste pour une Europe de la paix et de la solidarité, rédigé conjointement avec vos partenaires sur tout le continent.

La liste de la France insoumise, dont je suis la tête de liste, souhaite également rééquilibrer le projet européen pour en faire un espace plus solidaire, plus pacifique, plus juste. Nous pensons que le libre-échange, la libre-concurrence ont été érigés en dogme par les dirigeants européens depuis des années et sont responsables des déséquilibres qui parcourent l'Union européenne.

Si l'Union européenne est pour vous un espace de paix, ce n'est pas le chemin pris par les technocrates de la Commission européenne et plusieurs des Etats membres. Les traités européens, que nous dénonçons, entretiennent une guerre économique, commerciale et sociale. C'est malheureusement le contraire de l'Europe de la coopération que nous défendons.

L'aliénation de la politique extérieure de l'Union européenne, soumise aux Etats-Unis et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ne permet plus de préserver une paix continentale, de plus en plus incertaine. Les négociations honteuses sur les migrants, le refus de certains pays d'accueillir des exilés syriens, libyens ou d'autres parties du monde déshonorent le continent qui a vu naître la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. L'Organisation des Nations Unies (ONU) a d'ailleurs condamné la gestion européenne des migrations, qui, loin de se préoccuper de l'accueil des populations exilées, renforce FRONTEX ou délègue la gestion de centres d'accueil à la Turquie ou à la Libye, au mépris des droits fondamentaux.

En réponse à ces dérives inhumaines, nous défendons un protectionnisme solidaire, avec nos partenaires européens de l'alliance Maintenant le peuple. Ce protectionnisme solidaire permettra à tous les Européens de mieux vivre, dans un environnement plus sain et sur un continent plus pacifique, sans compromettre notre coopération et notre voix sur la scène internationale.

Notre objectif est de parvenir à une Europe altermondialiste au service de la paix, de la sûreté et de la coopération dans le cadre onusien, seul cadre légitime pour notre sécurité collective, en Europe et dans le monde.

Nous refusons l'ingérence de l'OTAN, sous l'égide belliciste des Etats-Unis et souhaitons l'abandon du bouclier anti-missile otanien en Europe. C'est un armement qui exacerbe les tensions sur notre continent. Nous soutenons le désarmement nucléaire dans le cadre de l'ONU et tenons à respecter le traité de non-prolifération. L'Union européenne doit également défendre strictement l'application de l'accord sur le nucléaire iranien, même sans le soutien nord-américain. Pour garantir la paix au Moyen-Orient et donc dans notre espace européen, il faut sanctionner les gouvernements qui y entretiennent la guerre comme la Turquie et Arabie Saoudite, en faisant respecter la décision européenne sur l'embargo concernant les ventes d'armes notamment.

Pour affirmer le rôle essentiel que devrait avoir de l'Union européenne dans le maintien de la paix, nous défendons l'organisation d'une conférence sur les frontières intérieures et extérieures, la paix et la sécurité collective dans le cadre de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) pour promouvoir la coopération transfrontalière.

La lutte contre le dérèglement climatique est également au cœur de notre programme pour ces élections. Vous avez raison de choisir de placer ce thème dans votre projet pour une Europe de la paix. L'Europe renâcle trop souvent à faire les investissements nécessaires à une planification écologique ambitieuse. Nous choisissons de défendre, a contrario, la règle verte : prélevons seulement à la Terre ce qu'elle peut durablement supporter. La Terre est notre bien commun.

Nous avons l'ambition que d'ici 2030 la part des énergies renouvelables soit de 45% en Europe et de 100% en 2050, que nous puissions instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne pour relocaliser nos productions et consommer différemment.

Les politiques publiques ne peuvent plus être évaluées à l'aune du seul PIB mais bien selon des critères de développement écologique et humain. Nous soutenons la démarche initiée par l'ONU pour un traité international sur les multinationales et les droits humains. L'Union européenne n'est pas le levier qu'elle devrait être sur ces questions alors que le respect des droits humains et environnementaux est essentiel à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE. Nous proposons une surtaxe des importations en provenance de pays ne respectant pas les conventions de l'Organisation Internationale du Travail, ne permettent pas aux travailleurs de percevoir un revenu décent et ne respectent pas nos normes écologiques.

La zone économique européenne doit soutenir les efforts des pays en développement en portant l'aide publique au développement à 0,7% du PIB dans tous les pays européens, conformément à ses engagements. Cette aide servira notamment à financer l'atténuation et

l'adaptation au changement climatique dans les territoires européens et dans les pays moins riches.

Si l'Union européenne est très ferme sur le respect de ses règles budgétaires, elle l'est beaucoup moins sur le respect des libertés et des droits fondamentaux. Nous ne comptons plus les lois ou projets de loi qui réduisent les libertés de la justice, les contre-pouvoirs, les droits des femmes dans la Hongrie d'Orban, la Pologne de Duda ou la Roumanie de Dancila.

Nous réaffirmons notre soutien aux lanceurs d'alerte et aux militants défendant les droits fondamentaux dans les pays de l'Union européenne, qui les laisse souvent seuls face à leur gouvernement. L'abrogation du secret des affaires permettra plus facilement aux ONG et lanceurs d'alerte de tenir informé les citoyens des pratiques des multinationales et des Etats. Parallèlement, il faut dégager les lobbys privés des institutions européennes en durcissant la réglementation : interdiction du pantouflage des fonctionnaires européens, interdiction du lobbying des entreprises condamnées pour fraude fiscale ou corruption, obligation d'un registre public pour les lobbys et de la publication de leurs activités.

Pour nous aussi, l'Europe est une terre de solidarité. Affirmation de plus en plus malmenée par les gouvernements européens, que ce soit en Italie, en France ou en Hongrie. Il faut arrêter la guerre aux migrants et l'ONU est le cadre adéquat pour prendre en considération tous les aspects des migrations, en combinant lutte contre les causes de l'exil forcé, réponses d'urgence, soutien aux pays d'accueil, et anticipation des millions de réfugiés climatiques des décennies à venir. Nous défendons à ce titre la création d'un statut de détresse climatique et humanitaire.

Alors que le gouvernement de Monsieur Macron s'est couvert de ridicule et de honte en refusant l'entrée des ports français à l'Aquarius, nous soutenons la création d'un corps européen civil de secours et de sauvetage en mer. Il est temps de sortir des impasses que sont Schengen et FRONTEX, qui s'accompagnent de la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires.

Nous appelons à la fin immédiate des règlements de Dublin qui placent les exilés dans des situations précaires et absurdes et à remplacer ce système par des règles d'harmonisation du système d'asile. Il est impensable dans notre espace européen de laisser l'examen des demandes d'asile à des pays tiers ou que des mineurs puissent être placés en centre de rétention. Et pourtant, ce sont des pratiques quotidiennes. Au contraire, nous défendons un droit d'asile digne pour les exilés en garantissant l'accès aux droits fondamentaux, sans la pression budgétaire constante imposée par la Commission. Nous souhaitons également l'abolition du délit de solidarité au niveau européen, car l'accueil solidaire ne devrait jamais être sanctionné.

Pour faire de l'Europe un continent de paix et de solidarité, nous devons en faire un espace ambitieux pour l'avenir culturel et éducatif des jeunes du continent. Il faut accorder à chaque jeune européen entre 16 et 25 ans une allocation d'autonomie d'une durée d'un an

pour étudier, se former, travailler dans un autre pays européen. Dans cet optique de coopération et découverte, nous proposons d'élargir le programme Erasmus à l'ensemble des pays francophones y compris hors d'Europe, afin de construire un espace international solidaire. Nous défendons également l'augmentation des bourses européennes de mobilité, des places en résidence étudiante et des dispositifs d'accompagnement pédagogique et administratif, en particulier pour les migrants et réfugiés. Nous promovons un programme européen de formation professionnelle en lien avec les établissements scolaires valorisant l'apprentissage et la formation continue.

L'Europe actuelle ne peut être une terre solidaire, accueillante et ambitieuse sur le plan social et environnementale. L'Union européenne que nous souhaitons est une promesse pour notre jeunesse, un espace de préservation de nos biens communs. Loin de celle qui met en concurrence les peuples à l'intérieur et à l'extérieur de notre espace. Notre politique extérieure doit être rééquilibrée pour protéger notre paix commune. Nous souhaitons remettre en cause cet état de fait en modifiant en profondeur l'orientation européenne libérale et sécuritaire. La sanctuarisation des traités doit passer après notre combat écologique, essentiel à la stabilité mondiale. Le respect des droits humains ne doit pas être conditionné à des considérations budgétaires ni considéré comme une variable d'ajustement.

Je vous prie d'agréer l'expression des sentiments respectueux.

Manon Aubry
Tête de liste de la France insoumise pour les élections européennes 2019